**déclaration de non-ingérence**

**Objet de la consultation : Construction d’un espace modulaire sur mesure à vocation de salon de coiffure.**

**Consultation n°2025/CONSU/03 du 18 décembre 2025**

**Je soussigné(e)** (*Prénom, Nom*)

**Agissant pour le compte**

**de l’entreprise**

(*Raison sociale, adresse*)

1. atteste ne pas avoir la qualification de Membre Titulaire de la Chambre de Commerce   
   et d’Industrie MEUSE-HAUTE MARNE.
2. atteste avoir pris connaissance de l’article 432-12 du nouveau Code Pénal qui dispose que le délit d’ingérence est caractérisé quand le fait, par une personne dépositaire de l’autorité publique ou chargée d’une mission de service public, ou par une personne investie d’un mandat électif public, aura pris ou reçu, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans les actes d’entreprises ou d’opérations dont il a ou il avait, au moment de l’acte, en tout ou partie l’administration ou la surveillance ;
3. déclare respecter cette obligation tant par moi-même que par mes préposés et les entreprises dans lesquelles je détiens, directement ou indirectement, des participations.

Fait à

Le

Signature et cachet de l’entreprise